



## « Les atteintes à la laïcité à l'école sont largement sous-estimées »

FIGAROVOX/TRIBUNE - Une étude de l'Ifop publiée le 8 décembre et menée auprès de 1009 enseignants révèle une forte augmentation des atteintes à la laïcité à l'école. François Kraus l'explique, entre autres, par une lassitude du corps éducatif et la déconnexion des directives ministérielles. François Kraus est directeur du Pôle Politique et Actualités de l'Ifop. À l'occasion de la Journée nationale de la laïcité le 9 décembre, il a publié une étude intitulée « Les enseignants face à l'expression du fait religieux à l'école et aux atteintes à la laïcité ».

Les titres du matin Newsletter

Tous les jours

Recevez chaque matin, l'actualité du jour : politique, international, société...

De 2018 à 2022, le nombre de professeurs s'étant déjà autocensurés pour éviter des incidents sur les questions de religion est passé de 36% (Étude Ifop-CNAL), à 56% (Étude Ifop), soit une hausse de 20 points en quatre ans. Pour reprendre une formule célèbre, je dirais que « la France des profs a peur » si l'on en juge par la généralisation de pratiques d'évitement des sujets liés à la laïcité. Depuis la décapitation de Samuel Paty en octobre 2020, ce phénomène d'autocensure s'est propagé, y compris dans des secteurs jusque-là plutôt épargnés, comme les établissements ruraux (49%, +13 points), ou les écoles élémentaires (49%, +10 points). Ainsi, si elle affecte toujours plus les zones d'éducation prioritaire (65%), cette « spirale du silence » n'est, semble-t-il, plus l'apanage des quartiers populaires.

Dans une institution scolaire encore traumatisée par l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine, cette tendance à éviter les sujets qui fâchent doit être reliée à l'appréhension d'une grande part du corps enseignant envers des situations potentiellement conflictuelles, comme le port de tenues religieuses par des élèves (56%), ou le traitement de sujets historiques comme la Shoah et la colonisation (43%). Et cette anxiété générale n'est sans doute pas étrangère au sentiment que l'institution n'est pas en mesure d'assurer la protection de ses agents face aux risques d'agressions... Deux ans après l'assassinat du professeur d'histoire-géographie par un jeune musulman tchétchène, les trois quarts des enseignants (77%) estiment que le ministère de l'Éducation nationale n'a pas tiré de leçons de la manière dont il a géré ces faits à l'époque.

À mes yeux, le principal enseignement de cette étude est que la montée de l'appréhension des enseignants n'est pas que le fruit d'un « sentiment d'insécurité », mais bien d'une recrudescence des entorses aux principes de laïcité. Ces manquements sont, aujourd'hui, si répandus qu'on ne peut qu'en déduire qu'une chose : la loi de 2004 n'est pas appliquée dans nombre d'établissements, tout comme d'ailleurs certaines consignes plus récentes de la rue de Grenelle...

Près des trois quarts des enseignants du public (71%) rapporte avoir déjà observé au moins une entorse, dans l'enceinte de leur établissement, depuis l'application de la loi de 2004.

François Kraus

Au regard des résultats, les atteintes à la laïcité en dehors des cours (ex : vêtements, alimentation...) ne sont, en effet, ni un phénomène « isolé », ni un phénomène « daté ». Au contraire, près des trois quarts des enseignants du public (71%) rapporte avoir déjà



observé au moins une entorse, dans l'enceinte de leur établissement, depuis l'application de la loi de 2004. Et pour la plupart d'entre eux, cette expérience ne remonte pas à «des temps anciens», dans la mesure où près de la moitié des enseignants du public (47%) y a été confrontée au cours des quinze derniers mois (septembre 2021-novembre 2022), leur proportion étant d'ailleurs majoritaire dans les banlieues populaires (54%).

Dans les lycées publics, le gros des atteintes à la laïcité est, après les questions de genre, constitué de tentatives d'imposer des tenues vestimentaires de nature religieuse, ce qui donne à penser que la loi de 2004 n'est pas respectée partout. Le chiffre le plus significatif de l'attitude passive des établissements en la matière, est la proportion d'enseignants du public (35%) qui rapportent avoir déjà vu des élèves porter des vêtements à caractère religieux, dans l'enceinte de l'établissement, mais les enlevant en salle de cours.

À VOIR AUSSI - «C'est au politique de faire évoluer la laïcité pour la rendre efficiente»

Les tentatives d'imposer certaines injonctions alimentaires représentent l'autre principal type d'atteintes les plus signalées. En effet, près de la moitié des enseignants en lycée public (45%) ont déjà été confrontés à des demandes de menus confessionnels. Enfin, nombre de professeurs rapportent des formes de replis communautaristes, très symptomatiques d'une «archipélisation» (Jérôme Fourquet) de la population lycéenne, à savoir l'instauration de vestiaires et de WC séparés (21%), ou de tables à la cantine en fonction de la religion des élèves (22%).

Les zones d'éducation prioritaire n'en restent pas moins la «ligne de front» de ce combat culturel mené contre les règles de neutralité religieuse à l'École. Tout comme les enquêtes précédentes menées par l'Ifop sur le sujet (CNAL 2018, FJJ 2020), cette étude montre que c'est dans les zones prioritaires que les atteintes au principe de laïcité sont les plus massives. Ainsi, près de deux tiers des enseignants en REP/REP+ (63%) y ont été confrontés au moins une fois depuis la rentrée 2021. Et dans le détail, un enseignant REP sur trois rapporte avoir déjà constaté des élèves faisant leur prière (31%) dans l'enceinte de leur établissement, refusant d'enlever des vêtements de nature religieuse (39%), ou en portant en dehors des salles des cours (36%).

Enfin, il est important de relever que les pressions religieuses affectent avant tout les jeunes filles se dévoilant, et les enseignants qui luttent contre les stéréotypes de genre. Par exemple, la tendance du «chantage à la photo» des jeunes filles s'étant dévoilées au sein d'une enceinte scolaire est loin d'être aussi «marginale» que le supposait le CIPDR, dans sa note dévoilée cet été (L'Express, 23 août 2022). Symptomatique des pressions communautaristes exercées sur les jeunes filles musulmanes pour les inciter à transgresser les règles de laïcité, cette tendance au «chantage à la photo» est signalée en moyenne par 14% du corps enseignant, mais jusqu'à 31% des professeurs en REP.

Un autre intérêt de cette étude, est qu'elle prouve que les signalements recensés par les équipes du ministère (ex : VALEREP) ne sont que la partie émergée de l'iceberg, est que la poussée du religieux est bien plus large... Dans cette enquête, près de la moitié des enseignants admet que la dernière fois qu'ils y ont été confrontés, ils n'ont pas fait remonter à l'administration le cas d'élèves qui portaient dans leur établissement des couvre-chefs de nature confessionnelle (48%). Une minorité significative du corps enseignant (10%) semble même avoir adopté une attitude complaisante, car non seulement ils ne signalent pas le port de signes religieux ostensibles à leur administration, mais ils ne demandent même pas aux élèves de les enlever...

Les ZEP forment plus que jamais une « ligne de front » où l'École nous apparaît comme une ligne Maginot qui prend l'eau...



François Kraus

Loin de nous la volonté de blâmer les enseignants, ni encore moins de critiquer le travail de recensement lourd et laborieux des équipes du ministère, mais force est de constater que le nombre d'atteintes rapporté mensuellement par le ministère (ex : 720 en octobre 2022) est aujourd'hui loin de correspondre au nombre réel de cas observés par le personnel. Comme pour les violences physiques ou sexuelles, seules de véritables enquêtes de type «victimation» peuvent réellement mesurer l'ampleur des problèmes.

Un autre indicateur montre le décalage entre la réalité du terrain et les directives ministérielles : le faible nombre d'enseignants qui ont effectué un temps d'hommage à Samuel Paty . Car si en octobre dernier, la consigne avait été passée par le ministère de l'Éducation nationale d'organiser un temps d'hommage au sein de chaque établissement pour les deux ans de la mort de Samuel Paty, seuls 61% des enseignants rapportent que cela a été le cas dans le leur. Les autres enseignants rapportent soit qu'il n'y a pas eu d'hommage au professeur d'histoire-géographie (28%), soit ne savent pas s'il y en a eu ou non (11%).

À mes yeux, il est clair que l'école est confrontée à une recrudescence des revendications religieuses dans des proportions bien plus larges que celles mesurées par le ministère, ce qui signifie qu'aujourd'hui, nombre d'établissements font le choix de régler ces incidents en interne (sans remontée officielle), ou de «laisser faire» . Il est clair aussi qu'une proportion croissante d'enseignants, par peur, par lassitude ou par désaccord à l'égard de la législation, a décidé de ne plus signaler nombre d'entorses à la laïcité, ni d'appliquer des consignes ministérielles comme les temps d'hommage à Samuel Paty.

Dans ce contexte d'anxiété croissante du corps enseignant, cette «démission silencieuse» pose inévitablement la question de la réalité de la réaction de l'institution face à la «stratégie d'entrisme salafite-frériste» signalée par le CIPDR. Car si ce retour du fait religieux dans la société n'émane pas que d'une confession (voir la dernière vague de l'EVS), il est difficile de voir dans cette offensive identitaire récemment signalée par les notes des services de l'État (27 août et 16 septembre 2022) autre chose que le fruit du «djihad d'atmosphère» (Gilles Kepel), poussé par les cercles et autres influenceurs fréristes, salafistes ou pro-Erdogan. Or, dans ce contexte de combat culturel (« Kulturkampf ») mené à une plus grande échelle par cette myriade d'activistes islamistes, les espaces de relégation que constituent les zones d'éducation prioritaire forment plus que jamais une « ligne de front » où l'École nous apparaît comme une ligne Maginot qui prend l'eau...

À VOIR AUSSI - Laïcité à l'école: «Je n'ai pas la main qui tremble», assure Pap Ndiaye

